

[Text]

conomic Community. In the past they always defined fish as "headless dressed"; they are now calling this process "harmonization". For example, headless dressed salmon is at three per cent. The EEC is examining the creation of a category called "meats". In that event, salmon meats, then, would be nine per cent. We are not sure whether that means that, if you take the head off, suddenly the EEC will call all of the dressed fish heading for a smoker inside Denmark or Germany, for instance, a "meat" that now must jump a nine per cent tariff, rather than a 2 per cent tariff. I think you have to be a Philadelphia lawyer to figure out these things. Once you get into it, the Community in particular seems to be very good at redefining and breaking down categories and then suddenly telling you that what you thought you were shipping in under one tariff is suddenly going in under a different definition at a higher tariff. It is a tough area to be in.

Senator Phillips: Thank you.

Senator Thériault: Mr. Chairman, I have a question on the same subject matter. Mr. Bulmer, the quotas that the foreign countries have, especially the countries within the European Economic Community, within our 200-mile limit represent what amount in total?

Mr. Bulmer: It represents about 180,000 metric tonnes, of which approximately 30,000 tonnes would be what we would consider commercially viable species for the Canadian fleet.

Senator Thériault: In other words, 30,000 metric tonnes of species that we use, fish or process?

Mr. Bulmer: Correct.

Senator Thériault: The other 150,000 tonnes are species that we do not touch?

Mr. Bulmer: At this point, we have not found a way to commercialize them. They are species such as round-nose Grenadier, Argentine, et cetera.

Senator Thériault: My question was: Suppose we said to those countries, after the agreement runs out in 1987: "You cannot have any of that 30,000 tonnes of commercially viable species. You can have the 150,000 tonnes of fish that we do not use, but the 30,000 tonnes you must not touch." Could the North American market—in other words the U.S. market—absorb that kind of production increase if the European Community imposed such a tariff that we could not afford to sell to them?

Mr. Bulmer: At this time and for the foreseeable future, the demand for fish in the North American market is such that it could easily absorb it, particularly the cod products.

Senator Thériault: Therefore the loss of European Community markets would not be very frightening to the Canadian industry?

Mr. Bulmer: Unfortunately, this is where it gets complex. The cod that is being caught by the European fishermen could

[Traduction]

fares sous prétexte qu'elle veut «harmoniser» son système. Ainsi, elle envisage la création d'une catégorie appelée «farines de poisson» en vertu de laquelle les farines de saumon seront assujetties à un tarif de 9 p. 100. Nous ignorons si cela veut dire que la CEE va dorénavant considérer les têtes de poisson expédiées au Danemark ou en Allemagne pour y être fumées, comme une «farine» et les assujettir au tarif de 9 p. 100, plutôt qu'au tarif actuel de 2 p. 100. Il faut vraiment avoir fait un cours classique pour comprendre ce genre de subtilité. La CEE semble s'être fait une spécialité de redéfinir et de subdiviser ses catégories tarifaires. De sorte que vous êtes souvent le premier surpris d'apprendre qu'une marchandise que vous croyiez assujettie à un certain tarif, est maintenant assujettie à un tarif plus élevé par suite d'un réaménagement des catégories tarifaires. Croyez-moi, il est vraiment difficile de s'y retrouver.

Le sénateur Phillips: Je vous remercie.

Le sénateur Thériault: Monsieur le président, j'ai une question sur le même sujet. M. Bulmer, les contingents fixés aux pays étrangers, en particulier ceux de la Communauté économique européenne, à l'intérieur de nos limites territoriales de 200 milles, représentent quelle proportion au total?

M. Bulmer: Ils représentent environ 180 000 tonnes métriques, dont à peu près 30 000 tonnes sont constituées d'espèces considérées comme commercialement viables pour nos entreprises de pêche.

Le sénateur Thériault: En d'autres termes, il s'agit là de 30 000 tonnes métriques d'espèces que nous pêchons et transformons?

M. Bulmer: C'est exact.

Le sénateur Thériault: Le reste est constitué d'espèces auxquels nous ne touchons pas?

M. Bulmer: Jusqu'ici, nous n'avons pas trouvé le moyen pour les commercialiser. Ce sont des espèces comme le grenadier à nez rond, l'argentine, etc.

Le sénateur Thériault: Supposons que nous disons à ces pays, une fois que l'entente sera arrivée à échéance en 1987, qu'ils pourront continuer à utiliser les 150 000 tonnes de poisson que nous ne pêchons pas, mais qu'ils n'auront plus accès aux 30 000 tonnes d'espèces commercialement viables. Croyez-vous que le marché nord-américain—en d'autres termes, le marché américain—pourrait absorber une hausse de production de l'envergure de celle qui se produirait si les pays de la Communauté économique européenne décidaient d'assujettir nos livraisons de poisson à un tarif tellement élevé que nous ne pourrions plus nous permettre de leur vendre nos produits?

M. Bulmer: À l'heure actuelle et dans un avenir immédiat, la demande de poisson sur le marché nord-américain est suffisante pour pouvoir facilement absorber cet excédent, en particulier s'il s'agit de produits de la morue.

Le sénateur Thériault: Donc, la perte des marchés de la Communauté économique européenne ne serait pas très coûteuse pour l'industrie canadienne?

M. Bulmer: Malheureusement, c'est là où ça se complique. La morue prise par les pêcheurs européens peut être vendue à